

Les traités de commerce condamnent-ils les politiques industrielles ?

Depuis l'investiture de Donald TRUMP le 20 janvier 2017, de nombreuses interrogations sont soulevées envers l'efficacité ou la dangerosité des traités de commerce qui se sont multipliés depuis la mise en application de l'Organisation Mondiale du Commerce ([OMC](#)) en 1995.

Malgré un attachement sans cesse renouvelé aux idées libérales, le Président américain accuse ouvertement les traités de libre-échange comme étant les principaux responsables du recul de la force industrielle américaine. L'entrée des produits européens sur le territoire américain se retrouve pénalisée par un [relèvement des barrières douanières](#) et Donald Trump promet de ralentir considérablement les exportations venant de Chine. Ces mesures démontrent l'ampleur des difficultés que rencontrent les Etats-Unis dans le domaine productif depuis les années 1980. L'économie américaine qui repose désormais sur la puissance des [GAFA](#), ne dispose plus d'un appareil productif varié capable de rivaliser avec les divers projets de croissance qui se développent en Asie. Vecteurs d'un système industriel sans cesse renouvelé, la Chine, l'Inde, le Japon comme la Corée du Sud sont devenus les principaux acteurs du commerce mondial. Capables de concilier diversité sectorielle, intelligence artificielle (I.A), projets d'infrastructures tout en menant un programme d'exportations ambitieux, ces pays n'attendent plus les conseils ni les avis des pays occidentaux.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard mais bien le résultat de choix « rentables » engagés sur la volonté d'accumuler du capital le plus vite possible sans prévoir l'avenir. Afin de lutter contre l'inflation qui accompagnait la crise systémique survenue en 1974, les gouvernements des pays occidentaux qui se sont succédé, ont préféré délocaliser les industries vers les pays où une main d'œuvre docile, compétente et besogneuse pouvait produire à moindre coût les produits de consommation courante (années 1980), les biens d'équipement (années 1990), sans oublier à partir des années 2000, les matériels indispensables au fonctionnement des infrastructures (trains à grande vitesse, aérospatial, et industrie navale). La désindustrialisation n'avait qu'un seul objectif : augmenter la rentabilité en s'appuyant sur le maintien de salaires faibles. Les industries se détachaient des territoires qui les avaient vu naître. Cette politique engagée le début des mandats de R. Reagan aux Etats-Unis et M. Thatcher en Grande-Bretagne fut suivie de près par les pays européens avec l'exception de l'Allemagne qui conserva dans son Produit Intérieur Brut, une part importante à l'industrie. La désindustrialisation massive allait donner naissance aux accords de commerce les plus audacieux et aussi les plus dangereux.

Les échanges commerciaux peuvent-ils compenser la désindustrialisation ?

Le libre-échange, aussi important que la concurrence et l'innovation dans le fondement des idées libérales, fut exacerbé dès 1990. Le commerce international devenait ainsi la pierre angulaire de la désindustrialisation des pays occidentaux. Les traités devaient s'adapter en permanence à l'évolution sans précédent des mouvements de capitaux, de biens, de services et de transferts de technologie :

Le [GATT](#), mis en place après la seconde guerre mondiale, fut ainsi remplacé par l'OMC dont l'objectif majeur était de multiplier les échanges dans les domaines très diversifiés dépassant la sphère industrielle (produits agricoles, des biens et des services), afin de propulser par la même occasion, les systèmes productifs et financiers des Etats-Unis sur la scène mondiale. Les nouvelles règles relatives au respect de la concurrence permettaient d'imposer aux pays signataires les biens industriels ou les services financiers proposés au coût le plus faible. Le pays qui ne respectait pas cette règle se voyait attribué des pénalités. Si les assurances et FMN américaines ont été favorisées dès la mise en place de ce nouveau traité, elles furent vite inquiétées par la réaction des pays du [MERCOSUR](#) qui, s'appuyant sur les nouvelles règles de l'OMC, s'empressèrent de développer les exportations agricoles en pratiquant une agriculture intensive sans précédent. Dans ce domaine spécifique, les productions et exportations de soja, cannes à sucre et oléagineux d'Amérique Latine allaient dépasser celles des Etats-Unis et heurter les politiques agricoles menées dans l'Union Européenne menées depuis la fin des années 1960. Il en fut de même pour l'élevage intensif. Les produits industriels (consommation courante, automobiles et biens d'équipement) fabriqués majoritairement en Asie, alimentèrent à leur tour les inquiétudes des pays occidentaux qui, depuis le milieu des années 1990, importent plus qu'ils n'exportent ;

Afin de rester compétitifs, les Etats-Unis proposèrent alors d'introduire un autre type de traités de commerce dits « *de nouvelle génération* ». De nouvelles mesures concernant l'ouverture internationale des investissements liés aux marchés publics furent étudiées dès 2008. Le [CETA](#) (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*), accepté par le parlement européen le 15 janvier 2017) serait suivi prochainement par le [TTIP](#) (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*) plus connu sous le sigle de TAFTA (*Transatlantique Free Trade Area*).

Des choix dangereux pour des problèmes majeurs

- Les importations de biens n'ont fait qu'accroître le déficit de la balance commerciale de la majorité des pays occidentaux ;
- Le high tech porté par les GAFA ne permet plus aux Etats-Unis de garantir leur croissance économique ;
- Les délocalisations massives des industries occidentales vers l'Asie allaient anéantir le savoir-faire dans de nombreux secteurs industriels. Les projets de création nouveaux programmes de formation s'avèrent difficiles à mettre en place ;
- Les transferts de technologie donnèrent naissance à de grands conglomérats qui firent des pays asiatiques (Chine, Japon, Inde, Corée du Sud) des concurrents désormais incontournables dans les domaines industriels très diversifiés, auxquels il faut ajouter l'ingénierie et les équipements publics ;
- Le recul de la forêt amazonienne, comme l'emploi d'engrais et de pesticides mettent en danger l'écosystème de la planète. Ces méthodes productives et commerciale, profondément incompatibles aux principes du développement durable ou de l'économie circulaire sont également devenues sources de profondes inégalités de revenus.

La désindustrialisation et l'absence d'une politique à long terme sont à l'origine de la mise en place de traités de commerce qui n'ont plus rien à voir avec l'avantage comparatif développé par Adam Smith, principal fondateur de l'économie libérale. Les chemins tortueux menant du GATT au CETA, en passant par l'étape incontournable de l'OMC montrent à quel point il peut être dangereux pour un pays de délaisser la fonction productive pour les seuls intérêts financiers. Depuis les années 1980, les dirigeants chinois ont bien compris que le développement économique et commercial pensé sur le long terme est préférable à l'isolationnisme. La Chine, comme d'autres pays d'Asie ne donneraient-ils pas leur première leçon aux pays occidentaux et plus particulièrement aux Etats-Unis : la diversité industrielle et le savoir-faire sont les principaux garants d'un système économique équilibré, porteur d'avenir.